

MILOUD CHENNOUFI, PROFESSEUR AU COLLÈGE

«Les pays arabes souffrent d'une

Entretien réalisé par
Mohamed Chafik Mesbah

Miloud Chennoufi, qui a débuté sa vie active en qualité de journaliste au Soir d'Algérie, est actuellement professeur au Collège des Forces canadiennes à Toronto (Canada). Il vient de participer à un colloque académique organisé au titre du 16^e Salon international du livre d'Alger où il a présenté une communication remarquée. Au cours de son séjour à Alger, il a rendu visite à ses camarades du Soir d'Algérie où, non sans émotion, il a évoqué les souvenirs qui le lient au journal. Il a bien voulu répondre aux questions que Mohamed Chafik Mesbah lui a posées.

Le Soir d'Algérie : Pouvez-vous, brièvement, rappeler à nos lecteurs les principales étapes de votre trajectoire ?

Miloud Chennoufi : Je suis né en 1970 à Alger où j'ai vécu une enfance heureuse. J'ai grandi dans une famille chaleureuse soudée par un amour inconditionnel autour d'une mère courage dont les innombrables sacrifices, le don de soi et l'abnégation ont été la première source morale pour toute la famille. La vénération que mes parents avaient pour le savoir, eux qui n'ont pas eu la chance de fréquenter l'école, nous a été transmise comme valeur essentielle. Ma mère, qui a pris le chemin de l'école à l'âge de 64 ans, lit et écrit, aujourd'hui. Elle prend sa juste revanche sur une époque où l'injustice contre les femmes commençait et s'achevait par le déni d'éducation. Le respect qu'on doit aux femmes n'est pas une notion abstraite dans mon esprit. C'est un devoir et leur émancipation une nécessité absolue.

J'ai fréquenté l'école primaire Youcef Bentechfine puis le collège Colonel Othman à Hydra, enfin le lycée Amara Rachid de Ben Aknoun. Je garde un tendre souvenir de mes années d'écolier. Nous avions généralement des enseignants compétents qui aimaient leur métier. Mais par-dessus tout, l'école était une institution que nous respections parce qu'elle forçait le respect. Avec le recul, je peux dire, cependant, que les signes d'une dégradation imminente étaient déjà palpables tant dans le comportement de certains enseignants - très peu nombreux heureusement - que dans celui des élèves. Mais dans l'ensemble, celui qui le voulait pouvait accéder à un enseignement de grande qualité.

J'ai fait mes études supérieures à l'Institut de sciences économiques de l'Université d'Alger, à Kharrouba plus exactement. Ce fut une expérience pénible. C'était le début des années 1990. L'insécurité et l'incertitude régnaient alors. Je suis chagrin de dire que je n'ai pas eu affaire à une institution universitaire. Au sens où l'aspect institutionnel et organisationnel propre à une université était, totalement, absent. Cela ne veut pas dire que je n'ai pas pu bénéficier d'un enseignement dispensé par des professeurs de qualité. Malgré les conditions désastreuses, au plan matériel et logistique s'entend, des professeurs compétents, pédagogues et honnêtes continuaient de faire leur travail contre vents et marées. Je ne citerai aucun pour n'en oublier personne mais je leur suis tous reconnaissant.

J'ai entamé des études en post-graduation dans le même institut, en exerçant, parallèlement, le métier de journaliste. D'abord en tant que pigiste à *El-Hadeth*, ensuite comme journaliste régulier au *Soir d'Algérie*, à *El Khabar*, à *Liberté* et enfin à



Miloud Chennoufi.

La Tribune. Des années initiatiques faites d'espoir et de douleur, jusqu'à mon exil forcé au Canada en 1997, un exil qui s'est transformé en immigration.

A Montréal, j'ai entrepris des études de post-graduation en administration à l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) de Montréal et des études doctorales en sciences politiques à l'Université de Montréal. Aujourd'hui, je suis professeur au Collège des Forces canadiennes à Toronto où j'enseigne, entre autres, les sciences politiques, les relations internationales et le leadership.

A l'occasion de votre récent séjour à Alger, vous avez rendu visite à vos anciens collègues au siège du journal *Le Soir d'Algérie* où vous aviez entamé votre carrière active. Quel sentiment avez-vous éprouvé lors de cette visite ?

Forcément, mon rapport au *Soir d'Algérie* ne peut être que chargé d'émotion. Retrouver des personnes qui furent mes collègues, en ce terrible 11 février 1996, lors de l'attentat contre la Maison de la presse, est venu réveiller quelque chose qui était, profondément, ancré en moi. Les images de Allaoua Aït Mebarek, Mohamed Dhorban et Djamel Derraza - paix à leur âme - n'étaient plus de simples souvenirs. Les images de mes collègues disparus se sont incarnées devant mes yeux au moment où mes pieds foulaient, de nouveau, les locaux du *Soir d'Algérie* après tant d'années d'absence. Ces images sont venues me rappeler, encore une fois, que beaucoup trop de sang innocent a coulé sur cette terre. Je crois que le terrible événement qui nous avait frappés au *Soir d'Algérie* a créé chez tous ceux et toutes celles qui l'ont vécu un lien très particulier dont je distingue les contours dans le regard embué d'un Nacer Belhadjoudja ou d'un Fouad Boughanem. Même lorsque nous discutons de choses censées être joyeuses, je perçois dans leur regard cette dose indicible de tristesse que nous gardons, tous, enfouie au tréfonds de nous-mêmes. Je suis heureux de pouvoir enfin parler - Dieu sait combien c'est difficile - de cet épisode, car, très longtemps, évoquer la mémoire des défunts relevait dans mon esprit de l'innéarrable. Je trouvais que c'était manquer de pudeur que d'évoquer en paroles un malheur qui a bouleversé à jamais tant de vies. Je pense tout particulièrement aux enfants de Mohamed Dhorban et Djamel Derraza. Je leur transmets mon salut fraternel, celui de frère de leurs pères

disparus. La charge émotionnelle qui me lie au *Soir d'Algérie* s'explique aussi par le sentiment de reconnaissance à un journal qui m'a permis de me lancer dans la profession. J'ai trouvé en la personne de Nacer Belhadjoudja - chef de la rubrique nationale à l'époque - un professionnel attentionné qui m'a fait confiance alors que je n'étais qu'un jeune diplômé qui n'avait pas du tout fait ses preuves. Hormis quelques articles en arabe que j'avais publiés dans un hebdomadaire dirigé par H'mida Layachi, lequel fut à vrai dire le premier à me faire généreusement confiance. Je n'avais rien de tangible à offrir pour faire valoir quelque compétence que ce soit.

Permettez-moi de leur exprimer, à H'mida Layachi et Nacer Belhadjoudja, ma profonde reconnaissance. Certes, les temps étaient difficiles, mais ces deux aînés m'ont permis de vivre les années les plus intenses de ma vie. Malgré le sang et les larmes.

L'expérience du *Soir d'Algérie*, d'*El Khabar* et d'*El Watan* représente à mes yeux, par delà la profession journalistique, le prodige que peut réaliser l'esprit entrepreneurial lorsqu'il dispose de conditions adéquates. Quelles conditions ?! Tout juste une politique gouvernementale ingénieuse, la bonne volonté de jeunes journalistes ambitieux et un minimum de moyens financiers et matériels. Voilà comment a commencé et comment a réussi l'aventure de la presse indépendante.

A ce propos, si vous continuez à lire, depuis le Canada, la presse algérienne, quelle évaluation en faites-vous aujourd'hui ?

Je lis quotidiennement *El Watan* et *Le Soir d'Algérie* en français ainsi qu'*El Khabar* et *Djazair News* en arabe. Vous voyez déjà que d'un point de vue pratique, la presse algérienne est indispensable. C'est un lieu commun, mais il faut le répéter : la presse algérienne est, peut-être, le seul acquis qui a perduré depuis l'ouverture démocratique qui avait fait suite aux événements d'Octobre 1988. Sans exagération, je crois que le citoyen algérien est, convenablement, informé. Je veux dire que l'information est à sa disposition, même si le commentaire, il est vrai, se mêle parfois - peut-être trop souvent - à l'information. Je ne suis pas du tout gêné que des préférences politiques et idéologiques soient palpables à la lecture d'articles d'information. C'est normal et c'est le cas pour presque tous les journaux dans le monde. Je dis simplement que la subtilité

est une vertu du journalisme. Je précise, du journalisme hautement professionnel. Lorsque le lecteur est convaincu que son sens du bon jugement est respecté, le journaliste pourra considérer avoir, parfaitement, accompli sa tâche. Quitte ensuite à ce que ce même journaliste - mais, alors, dans un espace éditorial - exprime, ouvertement, son opinion sur le même sujet. Dans ce cas, il n'y a pas tromperie, le lecteur est, d'emblée, averti.

Je dois, également, faire part de mon impression à propos des perspectives qui s'ouvrent à l'émergence d'une presse de meilleure qualité, encore, en Algérie. J'ai souvent le sentiment que la presse algérienne subit des pressions et qu'il existe encore des sujets tabous qu'elle ne peut aborder. Pas simplement des sujets de nature politique, les tabous concernent aussi bien les nouveaux pouvoirs économiques. Ce constat recouvre, pour ainsi dire, une réalité plus générale qui se rapporte, comme aime à dire les planificateurs, au « Reste à Réaliser » en termes de démocratisation du pays. Tant que la presse algérienne continue à subir ces pressions et qu'elle continue de ne pas aborder des sujets tabous, il ne sera pas possible de dire que l'Algérie est un pays pleinement démocratique.

Dans quelles conditions avez-vous décidé de partir au Canada ?

Ce n'était pas une décision mûrie de longue date. Au départ de ma vie active, mon ambition consistait, tout simplement, à continuer mes études en parallèle avec l'exercice du journalisme jusqu'à l'obtention d'un doctorat en Algérie. J'envisageais d'enseigner et de me livrer à la recherche dans l'université algérienne. Les six premières années d'horreur que le pays avait traversées durant les années 1990 ne m'avaient pas fait changer d'avis. Je considérais, naïvement sans doute, que mon modeste travail de journaliste participait à améliorer les choses en vue d'un retour à la normale en Algérie. En 1995, par exemple, cet état d'esprit me conduisait à imaginer que le succès de l'élection présidentielle revenait, en partie, aux journalistes. Il suffit de se souvenir du succès de cette élection malgré les appels au boycott et les menaces contre les citoyens pour s'en convaincre. Je croyais, sincèrement, que le pouvoir algérien avait, enfin, compris qu'il pouvait faire confiance aux citoyens. Je crois même avoir écrit, alors, que le vote des Algériens ne devait pas être assimilé à « un chèque en blanc ». Malheureusement, c'est cette grille de lecture qui s'est imposée. J'étais découragé par l'immaturité politique qui venait s'ajouter aux déceptions accumulées au fil des années. L'irresponsabilité de tous les acteurs politiques du pays me paraissait être la cause du délitement où s'enfonçait l'Algérie. L'amertume me gagnait alors que la mort se banalisait. C'est alors qu'en ce jour de décembre 1996, j'ai eu une pensée horrible : la situation du pays avait atteint un point tel de dégradation qu'il était vain de se soustraire à l'équation de la responsabilité personnelle. En clair, il me fallait agir. Mais comment agir ? Je ne voyais pas d'issue au drame que nous traversions. Pour comprendre, il faut, naturellement, se remettre dans le contexte de l'époque. Le paroxysme de l'horreur atteint avec les massacres collectifs de 1997 avait fini par avoir raison de tous les doutes qui avaient pu subsister. J'avais décidé d'exprimer mon refus de cette situation absurde par un exil volontaire. C'est par un soir glacial de décembre, après l'acceptation de mon dossier d'inscription en poste-graduation à HEC, que j'ai atterri à Montréal. Cela n'a pas été facile de se séparer du pays et je porte, toujours, la marque indélébile de cette déchirure.